

Rassemblés samedi matin à Lille, les défenseurs du flamand déterminés à se faire entendre



Une cinquantaine de personnes se sont réunies samedi matin pour redire leur colère contre l'arrêt de l'enseignement du flamand. / Photo : Gaël Autier

Peu nombreux mais déterminés, les défenseurs de la culture et de l'identité flamande se sont réunis à Lille (*Rijsel/Rysel*), samedi matin. Pendant près d'une heure, une cinquantaine de personnes se sont rassemblées dans le calme devant les nouveaux locaux du rectorat, Rue de Bavay. Restrictions sanitaires obligent, les parties prenantes de cette mobilisation ont appelé leurs sympathisants à ne pas converger en nombre dans la capitale des Flandres.

La fraîcheur ambiante et le contexte de pandémie n'auront toutefois pas eu raison de la légendaire bonne humeur flamande. C'est sur un fond de musique que Jean-Paul Couché, Président de l'Institut de la Langue Régionale Flamande (ILRF/ANVT) a redit les revendications qui ont conduit ces habitants et élus du territoire à organiser cette action. Ces derniers redoutent que le dialecte local, encore parlé par près de 40 à 50.000 locuteurs ne disparaisse à terme.

Un « plan de relance » pour le flamand occidental

Afin d'empêcher cela, celui qui est aujourd'hui la figure de proue du mouvement estime que l'Éducation Nationale devrait lancer « un plan de relance du flamand occidental et des autres langues régionales ». Pour ce faire, il réclame « au moins le rétablissement rapide de la situation d'avant 2019 » (et la suppression des cours de flamand dans les écoles où il était enseigné autour de Cassel), puis « le développement d'options dans l'ensemble des établissements scolaires du territoire de Flandre française » (écoles, collèges, lycées, voire universités), sans « mise en concurrence avec les langues étrangères comme l'anglais ».

Actuellement, le flamand-occidental n'est pas considéré comme une langue régionale susceptible d'être enseignée, ce qui fige la situation dans un cadre flou et provoque un sentiment de « discrimination ». Mais pour Jean-Paul Couché, cela n'est pas une fatalité :

« La langue flamande, au même titre que le francoprovençal, n'a pas été prise en compte dans la circulaire de 2017. Cela doit être changé, tout simplement »

Jean-Paul Couché, Président de l'ILRF/ANVT

Cette circulaire, qui pérennise aujourd'hui l'enseignement des langues régionales dans les établissements scolaires exclut **deux langues, pourtant reconnues par l'UNESCO**.

Une délégation reçue lundi à Lille



Jean-Paul Couché (à droite) a remis les doléances formulées par les flamands au chef de cabinet de la rectrice de l'Académie de Lille.

Face aux [sollicitations répétées du Président de l'Institut et celles de plusieurs élus du Westhoek](#) (dont des maires et conseillers régionaux), **le rectorat a annoncé samedi matin qu'une délégation serait reçue lundi après-midi** par la rectrice de l'Académie de Lille. **Une évolution favorable est-elle possible rapidement ? Si la visite du directeur de cabinet du rectorat aux manifestants esquisse une potentialité, ces derniers demeurent très sceptiques. Affaire à suivre** en Flandre, mais également dans d'autres régions où le français cohabite avec d'autres langues « minoritaires ». Cinquante-cinq manifestations étaient organisées samedi dans différentes villes de Métropole et d'Outre-Mer, fédérées par le collectif « Pour que vivent nos langues ».